

## LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE À PLUS DE 100% DU PIB FIN SEPTEMBRE

*Le Figaro Par Marc Landré et Jean-Baptiste de la Torre Publié le 20 décembre 2019*

À 2.415 milliards d'euros, la dette est à nouveau en hausse de 0.9 point et dépasse le seuil fatidique des 100% du PIB.

C'est officiel, la nouvelle vient de tomber. La dette française a de nouveau franchi la barre symbolique des 100% du PIB au 3ème trimestre 2019.

Elle a précisément bondi de 39,6 milliards d'euros sur trois mois, pour atteindre les 2415,1 milliards d'euros, un record absolu. Soit... 100,4% de la richesse nationale (+0,9 point sur 3 mois), le 3ème pire niveau jamais atteint après les 100,5% et 100,8% enregistrés aux 2ème et 3ème trimestres 2017 (des taux qui ont été recalculés ex-post quand la dette de la SNCF, qui a été récupérée par l'Etat l'année dernière, a été réintégrée à rebours dans l'endettement public).

Dans le détail, c'est surtout la dette de l'Etat qui augmente alors que celles des collectivités locales et de la Sécu diminuent. Ainsi, la contribution de l'Etat à l'endettement public au 3è trimestre croit de 41,6 milliards sur trois mois quand celles des administrations locales et de la Sécu régressent de 0,7 et 1,7 milliard.

Ce taux, supérieur à 100%, devrait toutefois baisser au 4è trimestre, comme chaque année. La raison est simple : l'Etat s'endette toujours plus en début qu'en fin d'année, car il concentre ses émissions sur les premiers mois. Sur l'ensemble de l'année, le gouvernement Philippe a d'ailleurs prévu de boucler 2019 sur un taux d'endettement moyen de 98,7%, en légère baisse de 0,1 point sur un an. Sans doute la forte progression des encours de dette au 3è trimestre, surprenante à cette période de l'année, aura pour conséquence de relever l'objectif final de fin d'année. En novembre, Bruxelles anticipait d'ailleurs un taux d'endettement de 98,9% du PIB pour Paris, soit le 5è niveau le moins bon de la zone euro.

### La dette, point faible du quinquennat Macron

La dette est clairement le point faible du quinquennat Macron. Pendant la campagne, le président de la République s'était engagé à baisser de 5 points en 5 ans le taux d'endettement. Dans l'euphorie post-victoire, il avait même affiché une ambition supérieure auprès de la commission de Bruxelles, en anticipant un reflux de 8 points d'ici 2022. Reste que les choses ne se sont pas passées comme prévu (gilets jaunes, guerre commerciale, ralentissement mondial...) et que le chef de l'Etat français a été rattrapé par le principe de réalité. A la rentrée, il a revu ses ambitions à la baisse et n'anticipait plus alors qu'un reflux de 1,7 point. Mais ça, comme dirait la pub, c'était avant... de franchir le seuil des 100%...

Réagissant à la nouvelle, Bruno Retailleau, le président du groupe Les Républicains au Sénat a estimé que le gouvernement avait «*abandonné tout effort de gestion*» et qu'une telle dérive de la dette était «*dangereuse*». «*Elle affaiblit la France, paupérise les Français et annonce des lendemains difficiles*» s'est-il indigné.

## **Effet bénéfique des taux bas**

Pourtant Le FMI s'était inquiété, cet été, du niveau de la dette publique française, qu'il juge «trop élevée». *«Ce qui compte, c'est la croissance et l'emploi, ce qui ne veut pas dire - c'est ce qu'a dit le président de la République -, qu'il ne faut pas faire des efforts (...) et réduire les dépenses publiques»* avait alors nuancé Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics.

Dans sa lutte contre la dette, le gouvernement a un allié de taille, à savoir les taux d'intérêts. Aujourd'hui, la France emprunte à des taux négatifs pour des échéances de 15 ans, limitant *de facto* la charge de la dette.